

# “J’appelle à la réunification des syndicats étudiants”

Dossier réalisé par Bosco d’Otreppe

## Changement à la tête de la Fef

**Présidence.** Samedi dernier, le Conseil d’administration de la Fef, la Fédération des étudiants francophones, s’est réuni pour élire la prochaine équipe dirigeante. Après deux ans à la tête du syndicat, Maxime Mori remettra son mandat à la fin de l’année. C’est Maxime Michiels, déjà un des responsables de la Fef dans le Brabant wallon qui le remplacera dès le mois de septembre.

**P**résident de la Fef, la Fédération des étudiants francophones qui est le principal syndicat étudiant, Maxime Mori est loin d’être un requin. Presque timide, il privilégie le dialogue aux polémiques pour faire avancer les dossiers.

Ce vendredi pourtant, il frappe un grand coup. Alors que l’Unécof, le petit syndicat concurrent est en difficulté et ne répond plus aux critères pour être reconnu et financé (voir ci-contre), il lance un appel à la réunification des syndicats étudiants.

*“Je ne souhaite pas me focaliser sur l’Unécof. D’ailleurs, le sort de l’Unécof est entre les mains du ministre de l’Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, et non de la Fef. Mais j’observe que la représentation étudiante est à un carrefour, qu’elle doit se réinventer, et qu’il est nécessaire que nous menions ce débat de l’unité. J’appelle donc à la réunification des syndicats étudiants.”*

### Un idéal poursuivi

*“Aujourd’hui, continue-t-il, la confrontation entre deux syndicats est voulue par décret, et les contradictoires annuelles (les élections – NdLR) qui se déroulent dans chaque établissement prennent énormément de temps. Je pense qu’une unification des syndicats, qu’un mouvement plus rassembleur et plus uni, permettra aux étudiants de mieux peser dans le débat. Au sein de la Fef d’ailleurs, l’unité fait depuis*

*longtemps partie de l’idéal à poursuivre.”*

Tout le défi, en vue de la création d’un syndicat unique, sera cependant d’assurer une représentation suffisante des différentes sensibilités des étudiants.

*“Je pense qu’il peut y avoir un vrai pluralisme au sein d’un même mouvement. C’est en dialoguant au sein d’un espace commun que l’on crée vraiment le débat”,* croit Maxime Mori, qui note que la Fef n’a fait que grossir et davantage rassembler ces dernières années.

### Progressistes mais pas partisans

Historiquement classée à gauche, voire très à gauche, la Fef a essayé de se départir de cette étiquette ces dernières années. *“Notre ambition est d’être un mouvement d’étudiants progressistes et unis pour faire avancer des causes importantes pour les étudiants et la société. Ce qui sera également compliqué avec un unique syndicat est qu’il ne devienne pas une simple plateforme structurelle de discussions ou de représentation. Nous devons continuer, sans être partisans, à proposer des balises idéologiques progressistes qui favorisent l’équité au sein de la société.”*

Pour l’heure, si la Fef lance le débat, elle ne propose pas de décret clé sur porte organisant cette réunification. La question de l’avenir de l’Unécof se posera concrètement en 2019 lorsque la reconnaissance des syndicats sera redébatue. Deux fois, ces dernières années,

le pouvoir politique a modifié les critères de représentativité pour “sauver” l’Unécof. Plutôt que de se lancer dans de telles négociations, Maxime Mori appelle donc les étudiants “à entrer dans une logique d’unification”.

■ Maxime Mori souhaite que les étudiants soient représentés par un syndicat au lieu de deux aujourd’hui.

■ Les étudiants pourraient davantage peser dans les débats de société que maintenant, promet-il.

## En dessous du seuil

### L'Unécof, un syndicat étudiant en danger

**Critères.** Pour être reconnu et financé comme une ORC (organisation représentative des étudiants), les syndicats étudiants doivent répondre à plusieurs critères, dont celui de représenter

au moins 15 % des étudiants inscrits dans les universités et dans les hautes écoles. Or, après les contradictoires de cette année – ces assemblées lors desquelles un établissement élit le syndicat étudiant qui le représentera –, contradictoires qui lui ont été défavorables, l'Union des étudiants de la Communauté française (Unécof), le deuxième

syndicat étudiant, ne répond plus au critère quantitatif. Pas d'inquiétude pour l'instant : le renouvellement étant prévu en 2019, ce seront les contradictoires de l'année prochaine qui devraient compter. Symboliquement cependant, le coup est dur, d'autant que l'Unécof ne représente plus aucune université.

## “Oui, nous avons encore la capacité de titiller le pouvoir”

**C**inquante ans après Mai 68, que reste-t-il de la mobilisation étudiante ? La voix des étudiants porte-t-elle encore ?

Sur le plan institutionnel, au sein de l'Ares, l'Académie qui chapeaute l'enseignement supérieur en Belgique francophone, le sérieux du travail réalisé par les syndicats étudiants est globalement salué.

“Je pense que nous n'avons pas à rougir, affirme de son côté Maxime Mori (Fef). Au-delà des consultations institutionnelles, notre voix porte au sein de la société. Nous avons pu imposer au pouvoir politique de prendre à bras-le-corps la question des fausses universités par exemple. L'an dernier, nous avons porté le débat relatif à la hausse du minerval des étudiants étrangers. Nous avons pu également mener des combats en nous associant avec de grands acteurs de la société tels que Solidaris ou la Ligue des familles. En fait, nous sommes reconnus pour notre expertise sur les dossiers liés à l'enseignement supérieur, et pour notre lien avec le terrain. Cela nous donne de la légitimité, et nous offre d'être écoutés par la société. Oui, je pense que nous avons encore la capacité de titiller le pouvoir.”

“Je pense également que les mouvements étudiants gardent une influence, analyse Mathias El Berhoumi, président de la Fef de 2007 à 2009, et aujourd'hui professeur de droit constitutionnel à l'université Saint-Louis à Bruxelles. Le mouvement étudiant continue d'être à la pointe de combats qu'il est parfois le seul à porter. Je pense à la lutte contre la marchandisation de l'enseignement, contre son déclin, ou celui en faveur de l'accessibilité aux études. Si cette dernière reste plus ou moins la règle, je pense que c'est en partie grâce au mouvement étudiant.”

Néanmoins, le mouvement étudiant reste travaillé par une délicate question qui a parfois pu le diviser. Doit-il être un mouvement corporatiste, s'attachant avant tout aux droits des étudiants, ou bien devrait-il avoir une ambition sociale, soucieuse de dé-

fendre un intérêt général ?

### Le choix de l'intérêt général

“Les étudiants n'ont aucun intérêt à créer un mouvement corporatiste, tranche Maxime Mori. Nous devons changer l'enseignement supérieur qui a, lui, un impact sur la société. Par extension donc, nous touchons à des thématiques de société. Pensons à la question migratoire lorsque l'on défend l'accueil des étudiants migrants; à la transition écologique lorsque nous défendons des campus durables... Oui, nous touchons d'abord à des questions relatives à l'enseignement supérieur, mais celles-ci ont un réel impact sociétal.” “Je pense que la Fef a toujours fait le choix de l'intérêt général”, ajoute Mathias El Berhoumi.

Vice-président de la Fef au début des années nonante, aujourd'hui investi au MR, Jean-Philippe Rousseau se montre plus critique. “Est-ce vraiment la vocation des syndicats étudiants de déborder sur les questions de société ?, s'interroge-t-il. D'autant plus que les représentants étudiants ne sont pas élus directement par les étudiants. Ils le sont par les assemblées étudiantes déjà élues dans chaque établissement. Je crains parfois voir des étudiants instrumentalisés politiquement.”

Au-delà, reste une question, cruelle, pour les mouvements étudiants. Dans une époque qui a vu les grandes idéologies tomber de leur piédestal, ne seraient-ils plus composés que d'une petite élite se démenant dans l'indifférence générale des auditoires ?

### L'impression de crier dans le désert

“C'est vrai que parfois on peut être très déçu, reconnaît Maxime Mori. On tient un projet que l'on juge fantastique, on remue ciel et terre pour conscientiser les

*étudiants, et le soir venu, on se retrouve avec dix d'entre eux dans l'auditoire. Ce problème n'est pas nouveau, mais je pense qu'aujourd'hui notre système est articulé autour de mots tels que l'excellence et la méritocratie. Il en découle une individualisation des mentalités. Le poncif souvent répété aujourd'hui est que l'étudiant est le seul acteur de sa réussite. C'est dangereux, et le contexte fait qu'il y a tellement d'obstacles qui se dressent devant l'étudiant, que la mobilisation est plus difficile à mener. Mais attention, je vois beaucoup de ressources chez les étudiants. Et je sais qu'ils restent prêts à se mobiliser s'il le faut."*

*"Aujourd'hui, il n'y a pas d'attaque frontale contre l'enseignement supérieur, conclut Mathias El Berhoumi. Les effets du définancement sont par exemple plus pernicioeux: ils ne se verront que sur le long terme. Je pense que cela explique le fait que l'on n'assiste plus à des mobilisations massives. Mais je nuancerai. Les citoyens qui se sont mobilisés dans le cadre de la Plateforme citoyenne pour venir en aide aux migrants prouvent qu'il est difficile de conclure à une individualisation générale des mentalités."*